



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 13 au 19 décembre 2019

Le 20 décembre 2019

Résumé

Afghanistan : Le Conseil d'administration du FMI a approuvé les conclusions de sa sixième revue sous la facilité de crédit étendue et donne son feu vert au déboursement de la dernière tranche. Le FMI a également communiqué sur les grandes lignes de son rapport annuel consacré à l'économie afghane dans le cadre de l'examen dit de l'article IV.

Bangladesh : L'exercice budgétaire 2018/2019 enregistre une croissance record. Projection d'un niveau record d'exportations pour l'année fiscale 2019/2020 avec 54 Mds \$ de biens et services. Emploi – Un tiers des jeunes diplômés seraient sans emploi d'après une nouvelle étude. Education et formation professionnelle: un prêt de 150 M\$ de l'ADB.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'inflation des prix de gros affiche une légère reprise en novembre. Le solde des échanges extérieurs de biens affichait une légère hausse du déficit à 12 Mds \$ en novembre. L'excédent de la balance des services s'élève pour sa part à 6,8 Mds \$ en octobre.

Finances publiques :

Politique monétaire et financière, autres informations : Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) s'affichent en forte hausse en octobre.

Maldives : Promulgation de la loi sur l'imposition des revenus, réformant sensiblement le système fiscal.

Népal : Maintien des tensions inflationnistes en novembre. L'indice des prix de gros affiche quant à lui une progression significative.

Pakistan : Progression marquée du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en novembre. Progression des ventes de ciment sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20. Les transferts d'expatriés stagnent sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20. Légère hausse de la dette publique exprimée en PKR au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20. La Banque asiatique de développement accorde deux prêts au Pakistan pour un montant total de 1,3 Md USD. Quatrième hausse des tarifs de l'électricité sur les onze derniers mois. Le Pakistan classé au 5ème rang des pays les plus touchés par les conséquences du changement climatique au cours des vingt dernières années.

Sri Lanka : Légère hausse de la production industrielle. Prêt de 25 M USD de la Banque mondiale et don de 10 M de l'UE pour renforcer le secteur public. Vers l'interdiction de la culture de l'huile de palme à Sri Lanka.



AFGHANISTAN

- **Le Conseil d'administration du FMI a approuvé les conclusions de sa sixième revue sous la facilité de crédit étendue et donne son feu vert au déboursement de la dernière tranche.** Il prend note, malgré l'environnement défavorable (dont notamment la dégradation de la situation sécuritaire et la hausse de l'incertitude politique), des efforts entrepris par les autorités afghanes dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réformes associé.

La facilité de crédit étendue prévoit, pour mémoire, l'octroi d'un enveloppe totale de 45 M\$ sur trois ans, sous réserve d'exams semestriels, articulée autour de deux piliers : (i) mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au renforcement de l'autonomie budgétaire vis-à-vis des bailleurs de fonds, à l'exécution plus efficace des dépenses, au renforcement de l'intermédiation financière, à la lutte contre la corruption et au renforcement du climat des affaires ; (ii) la préservation de la stabilité économique, qui passe notamment par la consolidation du système de pilotage de la politique monétaire et par une meilleure réglementation du secteur bancaire avec pour objectif de long terme le développement du secteur privé et de la création d'emploi.

Le Conseil d'administration donne, par conséquent, l'autorisation de procéder, conformément à l'échéancier arrêté en juin 2016, au déboursement d'une nouvelle tranche de 5,4 M SDR (7,4 M\$), qui portera à 44,5 M\$ le total des déboursements réalisés sur l'ensemble du programme.

- **Le FMI a également communiqué sur les grandes lignes de son rapport annuel consacré à l'économie afghane dans le cadre de l'examen dit de l'article IV.** Le Fonds dresse ainsi un portrait en demi-teinte d'une économie afghane qui devrait atteindre en 2019 un rythme de croissance de 3%. La croissance devrait connaître par la suite une tendance haussière bien que l'économie demeure vulnérable à la dégradation des conditions sécuritaires, couplée à l'incertitude politique suite aux récentes élections présidentielles (dont les résultats devraient être publiés dans les prochaines semaines selon la commission électorale afghane). Le FMI anticipe, de plus, une recrudescence des pressions inflationnistes, à 5% à moyen terme, et s'attend, à court terme, au maintien de l'équilibre budgétaire, du fait de la contribution des dons et facilités de paiements des institutions financières internationales.

Sur le moyen terme, l'Institut de Washington s'attend à une reprise graduelle de la croissance, à 3,5% à l'horizon 2020, bien que la transition politique et l'issue des pourparlers de paix avec les Talibans affectera également les perspectives. L'amélioration du rythme des précipitations au cours du dernier hiver devrait avoir un effet positif sur l'agriculture, alors que ce dernier secteur demeure le principal pourvoyeur d'emploi, et devrait ainsi stimuler la consommation intérieure. La balance des transactions courantes devrait rester proche de l'équilibre, malgré un fort déficit commercial, en raison du maintien de l'aide internationale.

BANGLADESH

- **L'exercice budgétaire 2018/2019 enregistre une croissance record.** Le ministère du Plan a publié le 11 décembre dernier les données définitives sur l'année fiscale juillet 2018/juin 2019; le taux de croissance de l'économie bat un nouveau record et franchit pour la 1ère fois le seuil des 8 points après avoir dépassé le seuil des 7 points en 2015/2016. La croissance s'est élevée



à 8,15% en prix constants contre 7,86% en 2017/2018; elle progresse pour la 5^{ème} année consécutive, selon le Bangladesh Bureau of Statistics, qui avait pronostiqué un taux de 8,13% en mars dernier (BBS www.bbs.gov.bd/). Le résultat est surprenant: il dépasse l'objectif inscrit dans la loi de finances initiale de 7,86% alors que la Banque mondiale avait retenu une prévision de 7,3%. Il arrive dans un contexte difficile, marqué par la montée des créances douteuses depuis deux ans, qui pèse sur la rentabilité et l'activité des banques, contribuant à assécher les liquidités bancaires, et un tassement des exportations observé sur les 5 premiers mois de l'année fiscale en cours. Pour autant, il confirme les pronostics de la Banque Asiatique de Développement qui a maintenu le 11 décembre dernier ses prévisions optimistes faites en septembre 2019, positionnant le Bangladesh comme la nation la plus dynamique de la zone Asie du sud en 2019 (+8,1%) et en 2020 (+8,0%).

- **Projection d'un niveau record d'exportations pour l'année fiscale 2019/2020 avec 54 Mds \$ de biens et services.** Sur la base des excellents résultats atteints en FY 2018/2019, l'Export Promotion Bureau (EPB <http://www.epb.gov.bd/>) avait révisé à la hausse en juillet 2019 ses projections pour l'année fiscale 2019/2020, avec un objectif d'exportations de biens et services de 54 Mds\$ sur l'année FY 2020, en hausse de 15,2% sur 2019; les exportations de biens devraient ainsi générer des recettes de 45,5 Mds\$ (+12,3%) et la balance des services des recettes de 8,5 Mds\$ (+34%), couvertes par le transport, les télécommunications, le tourisme et les services informatiques principalement.

Sur l'exercice échu au 30 juin dernier, les exportations de biens se sont élevées à 40,53 Mds\$ (+11%) contre 36,67 Mds\$ en 2017-18, et celles des services à 6,34 Mds\$ (+46%), soit un total de 46,9 Mds\$ en progression de 14% sur 2017/2018. Sur ces hypothèses, le Ministère du Commerce évoquait une cible de 60 Mds\$ d'exportations en 2021. Pour autant, les mauvais résultats enregistrés sur les 5 premiers mois de l'année, en baisse de 7,6% sur la période de juillet à novembre 2018, font douter de la possibilité d'atteindre les objectifs assignés, les résultats atteints le mois dernier accusant un décalage de 12,6% par rapport à la cible fixée.

- **Emploi – Un tiers des jeunes diplômés seraient sans emploi d'après une nouvelle étude.** Un nouveau rapport publié en novembre 2019 par le think-tank public Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS) révèle les résultats d'une enquête sur le chômage des jeunes éduqués, à laquelle ont répondu plus de 15.000 jeunes diplômés sur une cible de 618 000 ([lien](#)). Le taux de non-emploi des jeunes diplômés (18-35 ans, ayant atteint au moins le niveau Secondary School Certificate) s'établirait à 33,2%. Ce taux, qui est sensiblement identique à celui d'une étude menée à partir de l'enquête Labor Force Survey 2016, se caractérise par une hétérogénéité importante en fonction du niveau d'études, du genre, du lieu de vie.

Les titulaires de l'équivalent du baccalauréat (Higher School Certificate) trouvent plus facilement un emploi (28% de sans-emploi) mais connaissent davantage de temps partiel (36%) que les titulaires d'une licence (respectivement 37% et 15%). Les femmes diplômées sont sensiblement plus susceptibles d'être inactives : 38% d'entre elles l'étaient (et 46% en zone rurale), contre 31% des hommes. La Banque mondiale identifie trois raisons principales : le niveau insuffisant de l'enseignement prodigué, l'inadéquation entre les instituts formateurs et les besoins des employeurs, et le niveau insuffisant de création d'emplois par rapport à la demande, par suite d'un niveau insuffisant d'investissements dans le secteur privé. Chaque



année, 2 M de jeunes arrivent sur le marché du travail, dont près de 500.000 diplômés du supérieur.

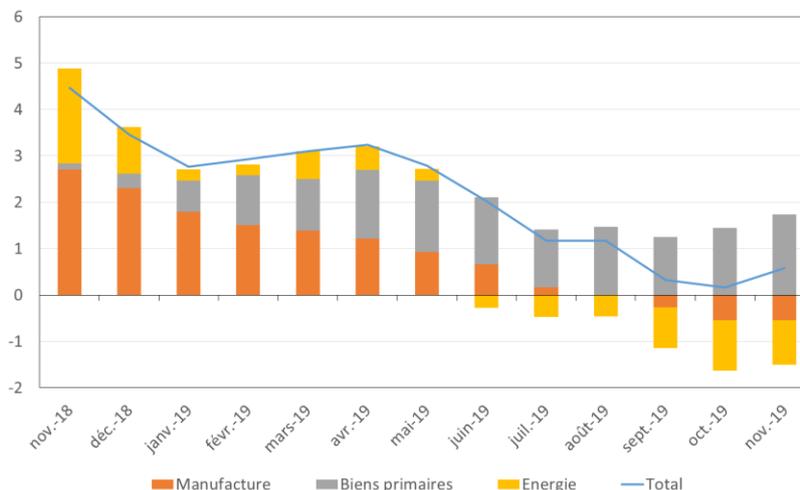
- **Education et formation professionnelle: un prêt de 150 M\$ de l'ADB.** L'Asian Development Bank a signé le 25 novembre dernier un accord de prêt de 150 M\$ dans le cadre de la 3ème et dernière tranche du programme « Skills for Employment Investment Program (SEIP) ». Le projet vise à intensifier les formations professionnelles dans 10 secteurs industriels ciblés, en partenariat avec les institutions publiques (notamment la National Skills Development Authority et le National Human Resource Development Fund) et les organisations consulaires. Il devrait concerner 320.000 personnes dont 30% de femmes, l'objectif étant de capitaliser à terme sur l'envoi à l'étranger d'une main d'œuvre mieux formée, qui pourra en retour rapatrier davantage de transferts monétaires qu'aujourd'hui.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'inflation des prix de gros affiche une légère reprise en novembre.** Après s'être établie à 0,2 % en octobre, la hausse des prix de gros accélère à 0,6 %. Cette légère reprise est principalement imputable à l'évolution du prix des produits alimentaires. Déjà en hausse en octobre (+ 6,4 %), celui-ci enregistre une nouvelle accélération pour s'établir à + 7,7 % en novembre. La nette baisse du prix des légumes s'intensifie sur le mois tandis que le prix des céréales continue d'augmenter, sur fond de relèvement des prix minimaux de soutien.

Contribution à l'évolution de l'indice des prix de gros, 2018-19



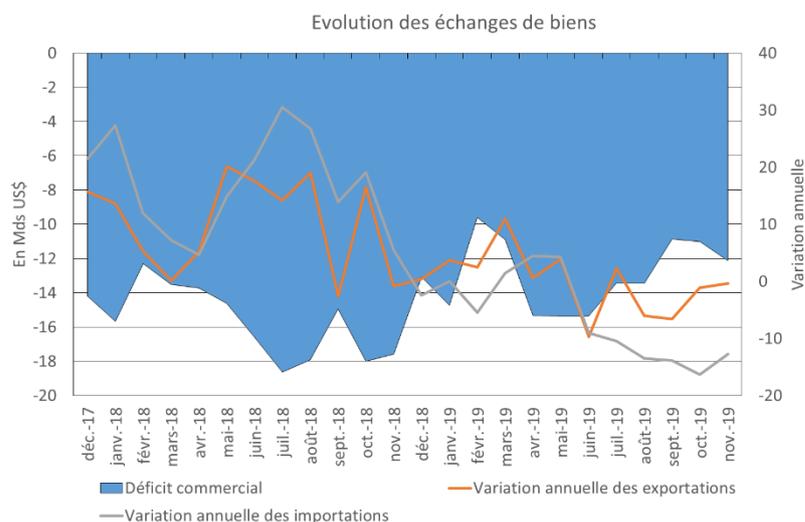
Le prix de l'énergie continue, en revanche de décroître rapidement (- 7,3 %) ; sa baisse est toutefois moins marquée qu'en octobre alors que le prix des produits manufacturés (qui représente deux tiers de l'indice), demeure inchangé avec une contraction de 0,8 %. Sur les huit premiers mois de l'exercice budgétaire, les prix de gros sont en hausse de 1,4%, loin de la croissance enregistrée sur la même période de l'exercice précédent (+5 %).

- **Le solde des échanges extérieurs de biens affichait une légère hausse du déficit à 12 Mds \$ en novembre.** Les chiffres du ministère du Commerce font apparaître une certaine

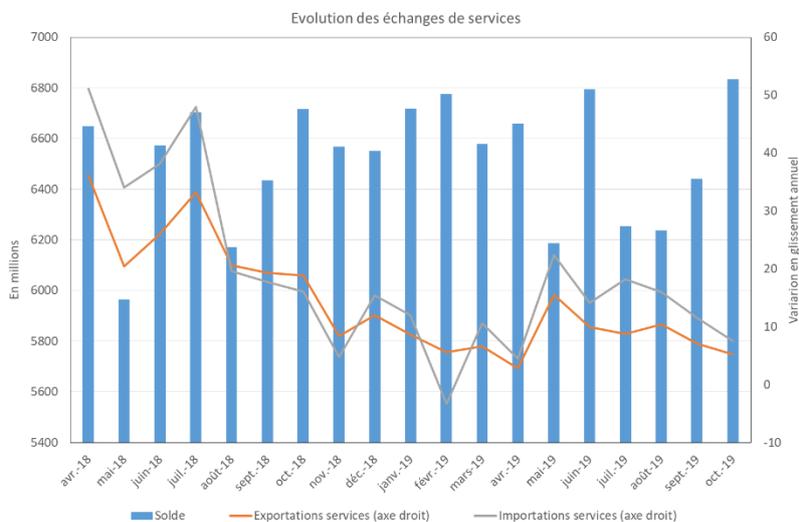


atonie de la dynamique du commerce extérieur : l'évolution des exportations, demeure en territoire négatif pour le quatrième mois consécutif (-0,4% sur ce dernier mois), à l'instar des importations, qui ressortent en baisse de 13% en glissement annuel, soit la sixième baisse consécutive.

Si cette situation contribue à un léger creusement du déficit (après un déficit de 11 Mds \$ en octobre), celle-ci traduit également la nette modération de la demande intérieure indienne sur l'exercice actuel. En effet, sur les huit premiers mois de l'exercice, les exportations ont baissé de 2% à 211 Mds \$ alors que les importations ont chuté de 10% à 320 Mds\$, soit un déficit entre avril et novembre 2019 de 107 Mds \$ (-20% en rythme annuel).

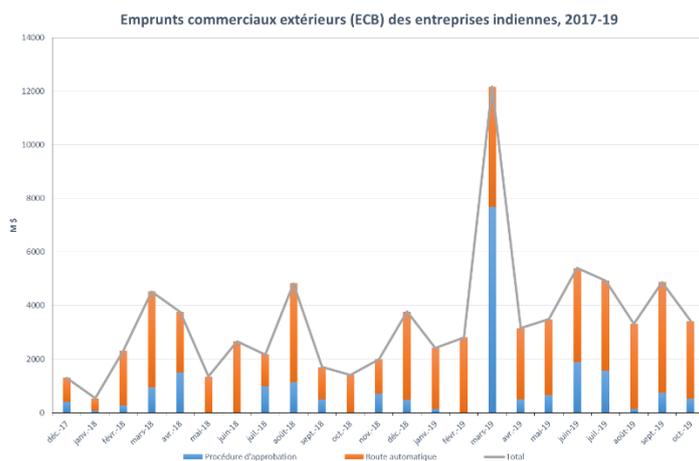


- L'excédent de la balance des services s'élève pour sa part à 6,8 Mds \$ en octobre.** Il enregistre ainsi une progression de 2% par rapport au mois d'octobre 2018. En hausse de 5%, en glissement annuel, les prestations de services à l'export continuent de stimuler les échanges de services indiens pour s'élever à 17,7 Mds \$. En parallèle, les importations de services augmentent quant à elles de 7,6%, et s'établissent à 10,8 Mds \$ selon les données de la RBI. Sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire, l'excédent dégagé par les échanges de services s'établit ainsi à 45,4 Mds \$ (contre 52 Mds \$ pour la période analogue un an plus tôt).



POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) s'affichent en hausse en octobre.** La Banque centrale (RBI) recensait au total 102 levées de fonds vis-à-vis des non-résidents, pour un montant de 3,4 Mds \$, soit une progression substantielle de 140% en rythme annuel. Bien qu'en léger recul par rapport au mois de septembre (voir ci-dessous), ce chiffre, confirme le dynamisme de l'endettement extérieur des groupes indiens, qui s'affichait au total à 28,6 Mds \$ sur les sept premiers mois de l'exercice 2019-20 (avril – octobre 2019), en hausse de 60% par rapport au niveau atteint un an plus tôt au cours de la même période.



A l'exception de deux, l'ensemble des opérations ont été réalisées par la voie automatique, à l'instar de l'emprunt à 3 ans de 450 M \$ réalisé par l'institution financière non-bancaire *Muthoot Finance Ltd*, qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période devant les levées de fonds de la coentreprise de raffinerie de pétrole *Hindustan Petroleum Corporation Limited et Mittal Energy Investment Pte Ltd* pour le paiement de dette en roupies (300 M\$ à sept ans), ou bien la filiale du groupe *Adani Green Energy, Wardha Solar Maharashtra Pvt* (pour 250 M\$ sur 20 ans afin de refinancer un emprunt type ECB) dans le cadre de ses activités de production énergétique solaire au Karnataka.

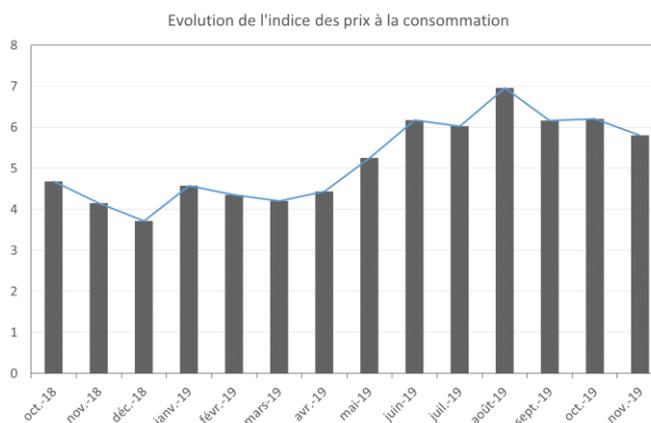


MALDIVES

- Promulgation de la loi sur l'imposition des revenus, réformant sensiblement le système fiscal.** Le président des Maldives, Ibrahim Mohamed Solih, a promulgué une loi instaurant un impôt sur l'ensemble des revenus des particuliers et des entreprises. Le barème de l'impôt sur le revenu des particuliers sera divisé en cinq tranches progressives. Ceux gagnant moins de 720 000 MVR (41 910 EUR) par an en seront exemptés. La tranche la plus élevée, dont le taux est fixé à 15%, concerne les particuliers gagnant plus de 2 400 000 MVR (139 700 EUR) par an. La taxe sur la vente de terrains ainsi que celle sur les fonds envoyés par les expatriés seront supprimées. La taxe de 15% sur les profits des entreprises supérieurs à 500 000 MVR (29 100 EUR) sera conservée ainsi que celle de 25% sur les bénéfices des établissements bancaires. Cette nouvelle loi entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

NEPAL

- Maintien des tensions inflationnistes en novembre.** Le taux d'inflation atteint 5,8% en glissement annuel, après 6,2% un mois plus tôt, à comparer avec 4,2% en novembre 2018. On notera toutefois que l'IPC affiche un essor inférieur à 6% pour la première fois depuis mai dernier. Le dynamisme tient notamment à la resurgance de tensions sur les prix des biens alimentaires, en hausse de 8% en glissement annuel, avec notamment une accélération des prix des légumes (+ 27%, contre - 9% en novembre 2018). On observe, à l'inverse, une modération des prix quant aux produits non-alimentaires (+ 4% sur l'année, contre + 6,4% l'an antérieur), du fait en particulier du ralentissement des prix de l'immobilier (+3,4%, après +8,7% un an plus tôt).



L'inflation passe ainsi en-deça de la cible de 6% assignée pour l'exercice (mi-juillet 2019/mi-juillet 2020) par la loi de finances. En outre, le différentiel d'inflation avec l'Inde s'est, quant à lui, fortement amenuisé: il s'affiche désormais à 0,2 point (l'inflation a accéléré en Inde à 5,5% au mois de novembre pour rappel). Enfin, des disparités sont à noter entre les zones de montagne (hausse de 4%) et le reste du pays (respectivement 6,5%, 4,6% et 6% dans la vallée de Katmandou, les zones de collines et le Terai).



- **L'indice des prix de gros affiche quant à lui une progression significative.** Il affiche une progression de 9% en glissement annuel, contre 7% en novembre 2018, à l'aune de la recrudescence des prix des denrées alimentaires (+19% en rythme annuel, contre une hausse de 3,6% un an plus tôt). Les prix des produits non-alimentaires, dont notamment de l'énergie, s'affichent quant à eux en baisse (-12%, contre un essor de 18% en novembre 2018) alors que les produits manufacturés enregistrent une dynamique similaire en rythme annuel (+7%).

PAKISTAN

- **Progression marquée du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en novembre.** Les réserves brutes – qui atteignent leur niveau le plus haut depuis huit mois – s'établissent à 9,1 Mds USD au 29 novembre 2019, soit 2,1 mois d'importation de biens et de services (à partir des données des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20). Elles enregistrent une hausse de 872 M USD (+10,6 %) par rapport à la fin octobre et progressent de 21,5 % en glissement annuel.
- **Progression des ventes de ciment sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet au 30 juin 2020). Elles s'affichent en hausse de 5,8 % en glissement annuel à 20,5 millions de tonnes entre juillet et novembre 2019. Si les ventes domestiques de ciment – qui représentent 82,4 % du total – enregistrent une progression modérée (+3 %) en raison du ralentissement du secteur de la construction, les exportations enregistrent quant à elles une augmentation notable de 21,5 % sur la période considérée.
- **Les transferts d'expatriés stagnent sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet au 30 juin 2020). Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 9,3 Mds USD entre juillet et novembre 2019 (+0,2 % en glissement annuel). Les transferts en provenance d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis s'affichent en recul de respectivement 0,4 % à 2,1 Mds USD (23,2 % du total) et de 3,8 % à 1,9 Md USD (20,6 %). Les transferts en provenance des Etats-Unis (1,5 Md USD, 16,5 % du total) et du Royaume-Uni (1,4 Md USD, 15,3 % du total) enregistrent quant à eux une légère hausse (respectivement +3,6 % et +5,3 %). Après les autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) qui représentent 9,5 % du total (+0,2 % en g.a.), la Malaisie se classe au cinquième rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanais ont émis des transferts de fonds (7,1 % du total, +1 %).
- **Légère hausse de la dette publique exprimée en PKR au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20** (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). La dette de l'Etat fédéral atteignait 32 197 Mds PKR (206,8 Mds USD) fin octobre 2019, marquant une légère progression de 1,3 % par rapport à juin 2019 (fin de l'exercice 2018/19). Elle enregistre toutefois une hausse de 24,6 % en glissement annuel. Elle représente désormais 83,5 % du PIB. La dette totale est composée à 66,9 % par de l'endettement interne, dont 76,1 % de longue maturité. La dette interne a augmenté de 3,9 % depuis le début de l'exercice budgétaire. La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, enregistre une légère baisse depuis le début de l'exercice 2019/20 (-3,6 % par rapport à fin juin 2019). Elle enregistre toutefois une hausse de 22,8 % en glissement annuel. Elle s'établit à 10 660 Mds PKR (68,5 Mds USD) à la fin octobre et représente 27,6 % du PIB. Exprimée en USD, la dette publique progresse de 6,1 % en glissement annuel.



- **La Banque asiatique de développement accorde deux prêts au Pakistan pour un montant total de 1,3 Md USD.** La BASD a notamment octroyé un prêt de 1 Md USD sous forme d'appui budgétaire d'urgence (*special policy-based loan*), une première pour le pays. Le second prêt de 300 M USD vise à accompagner les réformes du secteur de l'énergie. Il s'agit de la première tranche d'un programme de trois ans pour un montant total d'1 Md USD et correspond au deuxième prêt de politique publique accordé par la BASD au Pakistan depuis la mise en place du programme FMI (le premier, d'un montant de 500 M USD, qui vise à accroître la compétitivité des exportations du pays a été octroyé début août).
- **Quatrième hausse des tarifs de l'électricité sur les onze derniers mois.** Cette hausse de 1,8 % sera appliquée aux particuliers, aux commerces et aux industriels à compter du 1^{er} décembre 2019. Afin de préserver les plus petits consommateurs, les particuliers qui consomment moins de 300 unités par mois ne seront pas concernés par cette augmentation (20 millions de personnes, soit 70 % des consommateurs). Cette hausse des tarifs à hauteur de 26 centimes par KWh – qui s'inscrit dans le cadre des réformes soutenues par le programme FMI – vise le ralentissement de la progression de la dette circulaire du secteur de l'énergie. Alors que les flux de nouvelles dettes s'élevaient encore à 21 Mds PKR par mois en août 2019 selon la Banque asiatique de développement (à comparer à 38 Mds PKR par mois un an plus tôt), les autorités espèrent collecter 25 Mds PKR (environ 160 M USD) de recettes supplémentaires chaque mois suite à cette nouvelle hausse.
- **Le Pakistan classé au 5^{ème} rang des pays les plus touchés par les conséquences du changement climatique au cours des vingt dernières années.** Le groupe de réflexion allemand *Germanwatch*, a publié son classement *Global Climate Risk Index 2020* dans lequel le Pakistan se situe au 5^{ème} rang des pays les plus affectés au cours de la période 1999-2018. Ainsi, 152 événements météorologiques extrêmes ont provoqué 500 décès par an en moyenne sur la période, classant le Pakistan au 11^e rang de cet indicateur. Les pertes dues aux catastrophes climatiques se sont de leur côté portées à 3,8 Mds USD/an en moyenne sur la période (3^e rang mondial), provoquant la perte de 0,5 point de PIB/an.

SRI LANKA

- **Légère hausse de la production industrielle.** L'indice de production industrielle (base 100 de 2015) a atteint 112,1 en octobre 2019, soit une augmentation de +1,1% par rapport à octobre 2018 (indice de 110,8). Les plus fortes augmentations concernent la production de bois et produits à base de bois ainsi que la production de papier et dérivés, respectivement de +32,5% et de +28% sur la période étudiée. A l'inverse, la fabrication de produits métalliques ainsi que la production de biens inclus dans la catégorie « autres » ont chuté respectivement de -23,2% et -28,9%.
- **Prêt de 25 M USD de la Banque mondiale et don de 10 M de l'UE pour renforcer le secteur public.** La Banque mondiale a approuvé un prêt de 25 M USD au gouvernement du Sri Lanka dans le cadre de son Projet de renforcement de l'efficacité du secteur public (PSEP). Ce programme a pour objectif de renforcer la transparence et d'améliorer la gestion des principales institutions publiques, notamment du ministère des Finances. Ce projet, d'une durée de 5 ans, portera aussi sur le développement des nouvelles technologies au sein de l'administration et la gestion des ressources humaines. L'Union européenne fournira un don de 10 M EUR en soutien



au projet PSEP. Le prêt de 25 M USD, financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), a une maturité de 28 ans.

- **Vers l'interdiction de la culture de l'huile de palme à Sri Lanka.** Le cabinet des ministres de l'ancien gouvernement avait approuvé en novembre l'interdiction de cultiver l'huile de palme à Sri Lanka pour des raisons environnementales. Le nouveau gouvernement, issu de l'élection présidentielle du 16 novembre, a indiqué qu'il comptait mettre en œuvre cette décision. Actuellement, 16 000 hectares sont dédiés à l'huile de palme.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P.-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 20/12/2019